



La Feuille Verte

OCTOBRE 2018 / n°229 / 2,80 €

Chaud !

Records de chaleur, déficit pluviométrique, champs grillés, forêts striées de bandes brunes, le dérèglement climatique n'est plus un concept mais une réalité qui s'impose à tous et frappe d'abord les plus fragiles et les activités fortement « météo dépendantes ».

L'image la plus frappante voire la plus choquante fût sans doute le Doubs, cette rivière emblématique de Franche-Comté, à sec sur certains tronçons.

Dans ce contexte, la démission de Nicolas Hulot et le sursaut citoyen des marches pour le climat rendent obsolète l'écologie dite des petits pas.

L'écologie n'était guère au programme d'Emmanuel Macron, nous le savions déjà. Elle ne l'est pas plus aujourd'hui. Pourtant plus que jamais, aux deux échelons, l'un national et l'autre régional, la mise en place de politiques fortes est nécessaire pour :

- modifier en profondeur nos modes de productions agricoles afin de préserver les ressources en eau et les écosystèmes
- préserver et renforcer les trains du quotidien et inventer d'autres mobilités. Malheureusement les élu.e.s de la majorité au Conseil régional font l'inverse en ne respectant pas ce qui avait été acté dans le CPER* pour l'axe sud (ligne du Revermont dans le Jura) , sans parler de la fermeture de la ligne Saint-Claude – Oyonnax.
- limiter nos consommations d'énergie, décarboner nos process industriels...

L'enjeu aujourd'hui et pour les prochaines élections européennes est de garantir le maintien de conditions de vie supportables pour les êtres humains.

Souhaitons-nous que l'Europe, après avoir été le point de départ de toutes les colonisations, construise aujourd'hui un modèle de société du partage et de la réconciliation. ?

(suite p 2)

édito

BESANÇON PPDC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Sommaire

P 1-2 : Édito

P 3-4 : Pourquoi le drame écologique mobilise-t-il si peu ?

P 5 : La marche pour le climat

P 6 : Action anti-glyphosate

P 7-8 : Pow-wow d'Ornans 2018

P 9-10 : Interview d'Éric navet, ethnologue

P 11-12 : Un jardin sur nos murs

P 13-14 : Besançon : une nouvelle dynamique écologique, sociale et démocratique

P 15-16-17-18 : Quinze mois de Macronie

P 19 : Élections européennes

Comment recevoir *La Feuille Verte* ?

P 20-21 : Science et écologie

P 21 : Carpe horam

P 22-23 : Schuiten, vous connaissez ?

P 24 : Bulletin d'adhésion



Édito (suite)

Voulons nous faire vivre l'espoir d'un monde pacifique ou chacun-e des 9 milliards et demi d'humains pourra trouver place ou acceptons nous déjà de nous accommoder de la mort des plus faibles, qu'ils se noient en Méditerranée ou dorment dans nos rues ?

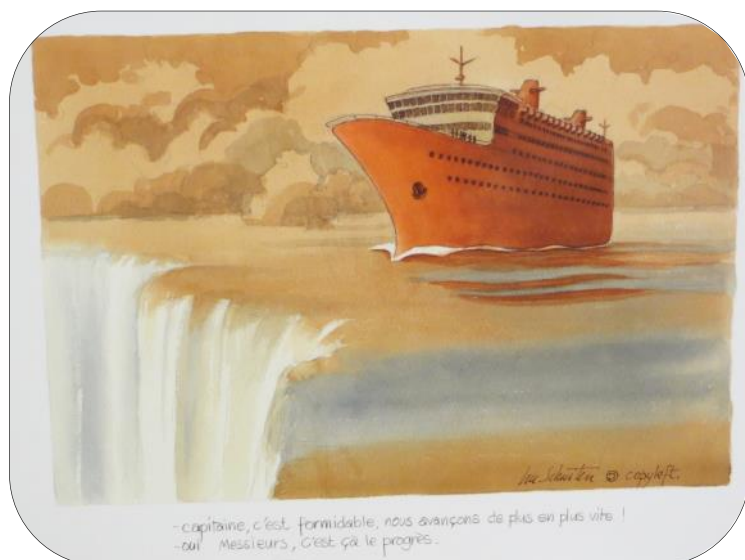
2 Ne vous y trompez pas : les souverainistes de tout bord ont fait leur choix ...et les tenants de l'Europe de la croissance aussi, ils imaginent tous qu'une minorité, parce qu'elle est née à tel endroit ou parce qu'elle a accumulé suffisamment de richesses, pourra continuer de consommer sans limite... Cette illusion est dangereuse. La phrase de Martin Luther-King : « *Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots.* » est plus que jamais prophétique.

Depuis plus de quarante ans l'écologie politique élabore les réponses concrètes à la crise globale, les ateliers de nos dernières journées d'été le démontrent une fois de plus. Il est temps d'en finir avec le mythe d'une croissance infinie dans un monde limité, la mobilisation locale (c'est bien parti à Besançon entre autres...) , nationale, européenne pour l'émergence d'une majorité politique écologiste n'est plus un choix mais une nécessité !

Ce sera chaud ...mais nous y arriverons.

Philippe Chatelain et Brigitte Monnet

Cosecrétaires régionaux



-capitaine, c'est formidable, nous avançons de plus en plus vite !
-oui Messieurs, c'est ça le progrès.

POURQUOI LE DRAME ÉCOLOGIQUE MOBILISE-T-IL SI PEU ?

Nicolas Hulot a avoué ne pas comprendre l'inaction générale face à la crise écologique. Des explications à ce phénomène ont été trouvées dans les sciences cognitives, la philosophie et l'écologie.

La politique du court terme

Pour **Cynthia Fleury**, philosophe et psychanalyste, « le désastre n'est pas supporté par les grands décideurs de la planète qui, à l'inverse, continuent de pratiquer le court terme, qui est seul évalué lors des élections et seul valorisé dans l'économie financière. Pour l'instant, les lobbies et autres parties prenantes industrielles poussent pour profiter encore du système existant. Il y a aussi tous ceux qui pensent qu'il faut plus encore de croissance pour soutenir de l'innovation technique. »

Un cerveau bâti pour la routine ?

Notre cerveau serait-il climaticide ?

Sylvie Granon, chercheuse en neurosciences comportementales à l'Institut de neurosciences Paris-Saclay, a coécrit un chapitre dans l'ouvrage collectif *Le Souci de la nature* (CNRS éditions, 2017), dans lequel elle s'intéresse aux raisons pour lesquelles, confrontés à la perspective d'une crise écologique, la majorité des gens ne font rien. La faute en revient au fonctionnement du cerveau humain, réticent à toute modification de ses habitudes. « Le changement est extrêmement énergivore et stressant pour l'organisme, qui va essayer de diminuer l'impact de ce stress en adoptant les comportements les plus automatiques et les plus rassurants possible. Les lobbies ont été plus forts que Nicolas Hulot parce qu'ils sont rassurants : ils défendent des intérêts de court terme bien connus, avec des gains visibles immédiatement. Quelqu'un qui propose de continuer comme d'habitude aura toujours raison face à quelqu'un qui appelle à changer. » Surtout si, par ailleurs, les besoins vitaux ne sont pas satisfaits. « Si les gens n'ont pas à manger et un toit sur

la tête, le climat sera à mille lieues de leurs préoccupations. »

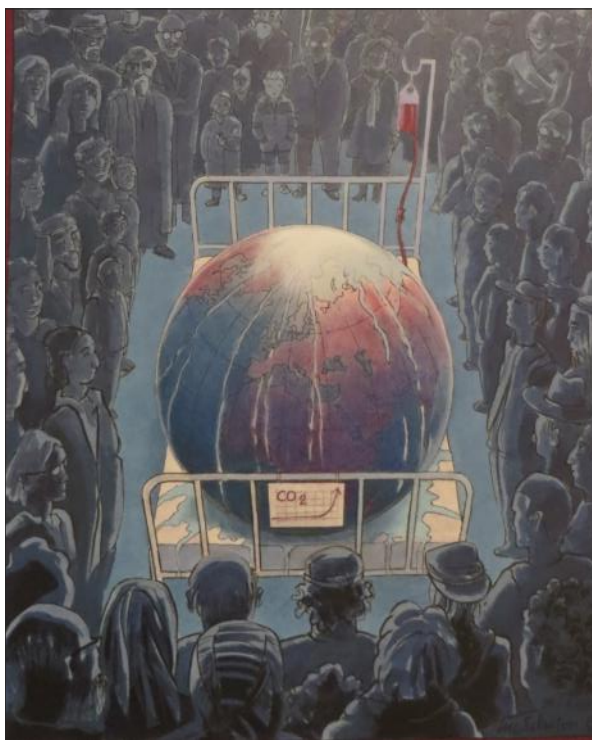
Autre piste d'explication : notre cerveau peine à se représenter les phénomènes de long terme, comme les changements climatiques. « Vous n'avez aucun élément tangible, seulement des conjectures, pour dire que l'avenir est réellement compromis. Même s'il l'est, c'est à une échéance tellement lointaine que cela en devient irréel, poursuit la chercheuse. On sait que des gens ont les pieds dans l'eau à cause de catastrophes climatiques, mais cela semble irréel car on ne ressent pas ce qu'ils ressentent. »

Une société coupée de la nature et repliée dans le déni

Même si l'on perçoit les changements climatiques et l'érosion de la biodiversité, il n'est pas sûr que cela nous permette d'en mesurer la gravité. C'est l'hypothèse d'une « amnésie environnementale générationnelle » proposée par le psychologue étasunien de l'environnement **Peter Kahn**.

« Chaque individu se construit un cadre de références pour la nature pendant l'enfance, au gré de ses contacts avec la biodiversité, explique **Anne-Caroline Prévot**, chercheuse au Muséum national d'Histoire naturelle et écologue de formation. Mais comme la biodiversité s'appauvrit et que nos

nos modes de vie nous en écartent, génération après génération, ces cadres de référence sur ce qu'est un état « normal » de la nature correspondent à des écosystèmes de plus en plus dégradés. » Autrement dit, si les hirondelles ont disparu de ma commune avant ma naissance et que n'y subsistent que des moineaux, j'aurai tendance à ne pas me préoccuper de l'absence des hirondelles et à ne m'inquiéter « que » de la diminution des populations de moineaux. « Il est donc difficile de comprendre que la biodiversité s'effondre, parce qu'elle semble ne pas bouger tant que ça à l'échelle d'un cadre de référence individuel. Nous

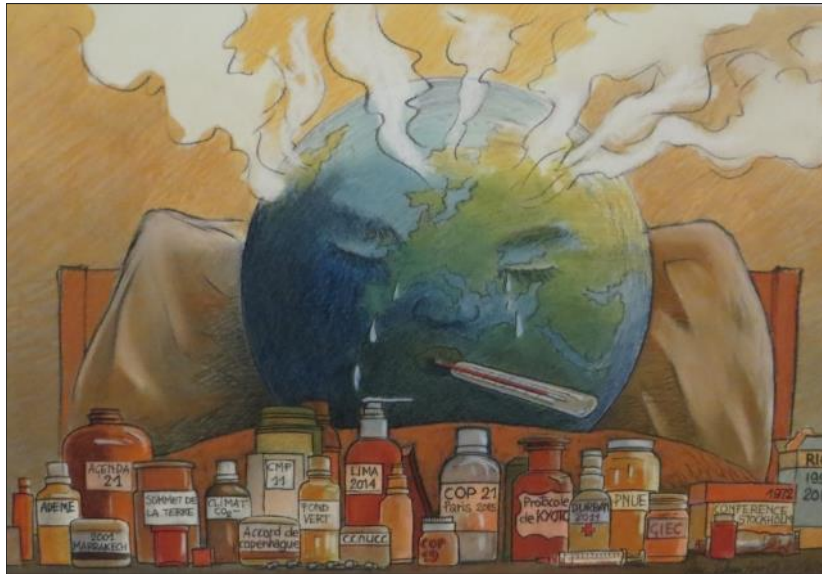


sommes encore beaucoup dans le déni. Le problème est tellement énorme que l'information, quand elle nous arrive, est occultée. »

La cohésion, l'équité et la justice sociale, préalables indispensables

Pour **Sylvie Granon**, pour qu'un individu soit encouragé à changer ses comportements, « il faut de la cohésion sociale. Or, la cohésion sociale, c'est un tout. Si l'on dit à des gens qui ont du mal à joindre les deux bouts qu'ils devront se débrouiller avec moins d'aides sociales mais qu'ils devront quand même appliquer des écogestes pour faire partie de la société, cela ne marchera pas ! »

Séverine Millet a cofondé *Nature humaine*, une association qui accompagne entreprises et collectivités locales dans leur transition écologique. Elle connaît par cœur ces dynamiques sociales délétères, où chacun se défausse sur le voisin. « Les gens que j'accompagne sont soit dans la toute-puissance — « On va changer le monde » — soit dans l'impuissance — « On ne peut rien faire, les écogestes ne servent à rien ». *Pourquoi pas dans la juste-puissance — on sait ce qu'on peut faire, des écogestes, comme prendre le train plutôt que la voiture, et on le fait ? C'est lié à un dysfonctionnement collectif : normalement, la responsabilité de la prise en charge de la crise écologique doit échoir au gouvernement. Mais s'il la rejette, et les entreprises et les collectivités aussi, elle finit par atterrir sur les individus. Ces derniers, hyper responsabilisés, se retrouvent dans l'impuissance, le déni et l'inaction. »*



s'accélérer, les gens ne vont pas tout de suite descendre dans la rue, mais ils vont commencer à critiquer leurs dirigeants. Et je ne serais pas étonné que dans quelques années émerge un terrorisme environnemental. »

Mais si ! Les gens commencent à descendre dans la rue. La Marche pour le climat du 8 septembre était un petit début, à amplifier.

Suzy Antoine



(1) Paru le 6 septembre 2018.



La marche pour le climat



Partie d'un événement facebook créée par un anonyme, la marche pour le climat du 8 septembre a fait des émules partout en France. Après la démission du ministre de la Transition écologique, Nicolas Hulot, mardi dernier, un élan citoyen s'est formé.

À **Besançon**, l'impulsion vient de différentes associations dont Alternatiba. Réunis à partir de 11 heures sur le pont Battant, environ 700 manifestants (d'après la police) voulaient montrer « l'importance de mener le combat pour le climat aussi au niveau local. »

À **Montbéliard** aussi, les citoyens se mobilisent. Environ 300 personnes, selon la police, étaient présents à la manifestation qui partait ce samedi à 14 heures de la place Denfert-Rochereau. Objectif : réveiller les consciences des citoyens. Il n'y a pas de planète B .

Commentaire : on ne peut pas encore dire qu'il y a eu une mobilisation générale . La prise de conscience se fait à la marge. Ceux qui étaient dans le rue faisaient partie de gens déjà mobilisés depuis un certain temps. Le réveil sera certainement brutal pour l'ensemble de la population, lorsque ce sera devenu intenable. Et là, il sera trop tard !



Action anti glyphosate 6 juin 2018



Mobilisation des élus et militants d'EELV

Alors que la loi agriculture et alimentation était en discussion ce mercredi 6 juin à l'Assemblée Nationale, les militants d'Europe Écologie Les Verts se sont mobilisés à la mi-journée, sur la place Leclerc à Besançon pour dire tout le mal qu'ils pensaient de l'utilisation du glyphosate et du choix d'une majorité de députés à l'assemblée nationale de rejeter les amendements concernant l'interdiction de l'usage du glyphosate dans les trois prochaines années. Ce rassemblement anti-glyphosate avait pour objectif de rappeler les effets néfastes de ce produit sur notre santé et la faune et la flore. Les écologistes ont également rappelé le recul du gouvernement sur cette question, alors qu'Emmanuel Macron avait pris un autre engagement pendant la campagne de l'élection présidentielle.

6

Notre élu municipal écologiste bisontin Anthony Poulin explique que le glyphosate est « *un produit dangereux* ». Il regrette ce revirement, qui va « *en faveur des intérêts des différents lobbies de l'agro-industrie* ». Et de poursuivre : « *le glyphosate est un cocktail de produits chimiques. Il a été classé par des organismes de l'OMS comme potentiellement cancérigène. D'ores et déjà, ce produit a des conséquences sur les femmes enceintes, les nourrissons et la biodiversité* ». Europe Écologie Les Verts demande au gouvernement « *de revoir sa copie de toute urgence* ».

« *Le vote qui a eu lieu à l'Assemblée ne peut nous laisser sans réagir, car il nous présage un avenir des plus funestes pour nous-mêmes, nos enfants, nos petits-enfants, et la nature* », souligne EELV dans un communiqué. « *Soyons clairs avec nos représentants : nous ne voulons pas de ce produit chimique dans nos parcs, nos maisons, nos champs et nos aliments.* »

Il y a nécessité de promulguer des politiques visant à promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement pour protéger les agriculteurs, les consommateurs et l'environnement.



POUR SAUVER LA PLANÈTE : LA CONVERGENCE DE L'AIGLE ET DU CONDOR



Le cinquième pow-wow, organisé par l'association Four-Winds, en collaboration avec la municipalité, s'est tenu à Ornans, du 29 juin au 1er juillet dernier. Un pow-wow, est un grand rassemblement d'Amérindiens pour danser, faire de la musique, des cérémonies traditionnelles, mais aussi pour évoquer les problèmes rencontrés par les peuples autochtones d'Amérique. Cette année ils étaient près de soixante-dix, venus du Canada, des États-Unis, du Mexique mais aussi de Guyane française. Nous oublions souvent qu'il y a des Amérindiens français en Guyane et qu'ils ne sont pas mieux traités que ceux d'Amérique du nord. Cette année les échanges ont été grandement facilités parce que plus de la moitié des Amérindiens venaient du Québec ou de Guyane et étaient donc francophones. Nous avons beaucoup entendu parler de pollution, de ressource en eau, de protection des milieux naturels et en particulier autour du projet de Montagne d'or en Guyane. Et nous avons assisté, sous le parrainage de l'ethnologue Éric Navet, à une émouvante rencontre entre les Indiens d'Amérique du nord (symbolisés par l'aigle) et ceux du sud (symbolisés par le condor).

Les peuples autochtones confrontés partout à la pollution

Lors d'un pow-wow, ce ne sont pas forcément la musique et les danses qui m'intéressent le plus. Il y a eu, sous un chapiteau, des conférences suivies par près de 300 personnes et des échanges passionnants. On le savait déjà : ce sont souvent les plus pauvres qui sont confrontés au dérèglement climatique et à la dégradation de l'environnement. Dans les conférences, nous en avons eu

des exemples édifiants. Au Québec Diane Blacksmith, de l'ethnie, Innue, vit à côté du lac St Jean. Elle s'élève contre le projet d'oléoduc qui devrait passer sur le territoire indien et qui transporterait des millions de barils de pétrole par jour. Ce pétrole est issu des schistes bitumineux (1) de l'Alberta et les risques de fuite et de pollution sont très importants comme le montrent les oléoducs existants. Elle rappelle qu'il fut un temps où on pouvait boire l'eau des lacs et des rivières et manger les poissons. Aujourd'hui tout est contaminé. Diane rappelle aussi qu'elle a fait huit mois de prison en défendant les rivières pour s'opposer à Hydro-Québec, la société qui a construit les barrages hydro-électriques. De plus en plus souvent, ce sont les femmes qui se mobilisent parce qu'elles sont confrontées au suicide et au désespoir des jeunes sans avenir qui vivent dans les réserves.

Aux États-Unis, dans le Dakota du sud, c'est la pollution des nappes phréatiques par les mines d'uranium qui a fait l'objet d'une action victorieuse, comme nous l'ont relaté Dennis et Fawn. Ce sont des fidèles du pow-wow d'Ornans et ils ont participé l'automne dernier à la « Marche avec la Loue ». (voir *La Feuille Verte*, octobre 2017). Et comme l'a dit une Amérindienne dans la discussion en faisant allusion aux westerns : « Arrêtez de regarder des vidéos avec des histoires à plumes ». Et en effet, à des milliers de kilomètres, nous avons les mêmes préoccupations : protéger l'eau, les écosystèmes, la biodiversité. Là-bas c'est le Missouri, le lac St Jean, l'Amazone, ici c'est la Loue, le Doubs et le Dessoubre...

La folie extractiviste de la Montagne d'Or

Dans une autre conférence, c'est Joachim qui témoigne. Il a les cheveux longs d'un noir profond et il aura bientôt soixante dix ans. Représentant d'une ethnie amérindienne de Guyane, les Teko, il participe pour la première fois au pow-wow d'Ornans. Depuis plusieurs décennies les Teko sont confrontés au saccage de la forêt amazonienne par les orpailleurs clandestins. Ils ont recensé 120 sites illégaux d'orpaillage, dans le Parc national de Guyane (voir l'interview de l'ethnologue Éric Navet). Ces Amérindiens français sont bien décidés aussi à se faire entendre dans le différend qui les oppose aux partisans du projet dit de « La montagne d'or ». Ce projet qui est porté conjointement par une entreprise russe *Nordgold* et une multinationale canadienne *Columbus Gold*, est une folie : en pleine forêt amazonienne, il s'agit de déboiser 1500 ha et de creuser une fosse de 300 m de profondeur. D'après les promoteurs du projet eux-mêmes, 57 000 tonnes d'explosifs, 46 500 tonnes de cyanure et 195 millions de litres de fuel seront nécessaires pour les 12 ans de durée de vie de l'extraction.

En apprenant qu'une entreprise canadienne était partie prenante du projet, les Indiens du Canada ont immédiatement réagi et ils ont annoncé qu'ils allaient se mobiliser et apporter leur soutien aux Teko, en informant les Canadiens des méfaits du projet. Cette réaction en direct fut un moment émouvant dans le débat, ce soutien des Indiens du Canada à leurs frères de Guyane. Cela rappelle une prophétie amérindienne vieille de plusieurs centaines d'années qui dit que lorsque l'aigle du nord et le condor du sud voleront ensemble, en harmonie et

paix, ils créeront un équilibre qui réunira la terre-mère et ses habitants. Du point de vue symbolique, le condor représente plutôt la patience et le cycle de la vie alors que l'aigle représente davantage l'observation et l'action. Éric Navet rêvait depuis 40 ans de cette rencontre entre les Indiens d'Amérique du nord et ceux de Guyane...

Encore une fois, quand il est question d'écologie et de défense de la planète, de climat et de biodiversité, on butte sur le libéralisme économique et son cortège de saccages des milieux naturels, d'oppression, d'exploitation et d'injustice. Pendant un week-end, avec les Amérindiens, nous avons pu mettre en commun nos expériences et constater les convergences de nos analyses et de nos propositions. La lutte écologiste est assurément un combat universel pour le bien commun et l'intérêt général.



Gérard Mamet

(1) Les schistes bitumineux sont des roches qui contiennent une assez faible concentration en hydrocarbures. Généralement l'extraction se fait à ciel ouvert, ce qui commet de gros dégâts sur l'environnement et les paysages, avec des répercussions importantes sur l'état des rivières.

Des Francs-comtois aux JDE de Strasbourg



INTERVIEW D'ÉRIC NAVET, ETHNOLOGUE

Cette interview a été réalisée lors du pow-wow d'Ornans, le 1er juillet 2018. Éric Navet a été professeur d'ethnologie à l'Université de Strasbourg de 1985 à 2013. Ses recherches ont porté sur la vie et la culture des Amérindiens de Guyane et du Canada.

La Feuille Verte : Éric Navet, dans votre conférence vous avez parlé d'ethnocide en Guyane, c'est un mot fort. Est-ce que vous pouvez en dire plus ?



Éric Navet : Rappelons que l'idée d'ethnocide a été développée par Robert Jaulain pour parler de la destruction d'une civilisation par de multiples moyens. Elle a été utilisée aussi par Georges

Condominas pour fustiger l'attitude de l'armée américaine au Viet Nam. La forme extrême de l'ethnocide, c'est le génocide, c'est-à-dire la destruction des cultures par la destruction physique des porteurs des cultures. L'ethnocide est à la base de toutes les politiques coloniales puisqu'elles visent à imposer un modèle, que ce soit un modèle religieux, celui des missionnaires, ou un modèle économique ou politique. En Guyane, c'est l'administration qui vise à imposer le système français à la place des cultures traditionnelles. Ça se fait à travers de multiples voies dont l'une des principales est l'école, une école inadaptée qui ne tient pas compte des contextes, qui ne tient compte ni de la culture ni de l'environnement des enfants. Actuellement les écoles en milieu autochtones sont complètement décalées par rapport à ce qui reste l'environnement immédiat des enfants, notamment sur le plan linguistique. On parle une langue à la maison et à l'école il faut parler français. J'ai entendu des instituteurs dire qu'il fallait interdire de parler la langue maternelle à l'école.

La Feuille verte : c'est un peu la continuation de « nos ancêtres les Gaulois » pour les peuples colonisés ?

Éric Navet : C'est ça ! Lorsque je suis allé pour la première fois en Guyane, en 1971, j'étais chargé de mettre en place un enseignement adapté justement, pour aller contre l'école uniforme symbolisée par nos ancêtres les Gaulois, mais aussi contre les « homes », sortes de pensions, où les enfants indiens étaient hébergés et catéchisés.

Les religieux et les curés locaux en profitaient pour faire du prosélytisme, comme les missions jésuites qui étaient déjà implantées à Camopi, deux siècles en arrière.

La Feuille Verte : Les questions d'environnement culturel et naturel sont donc très importantes pour les Amérindiens de Guyane. Après le bagne, après Kourou, c'est maintenant le projet de la « Montagne d'or » qui fait parler du territoire. Quelles seraient les conséquences pour les Amérindiens ?



Éric Navet : L'or a été découvert en Guyane en 1854 et à partir de là il y a eu une exploitation aurifère d'abord artisanale mais avec une implantation croissante. C'est resté une exploitation artisanale jusque dans les années 1980. Il y a six ethnies en Guyane. De façon directe, ce sont les trois ethnies de l'intérieur qui sont touchées : les Wayana, les Wayanpi et les Teko sont menacées par l'orpaillage clandestin illégal, à base brésilienne mais pas seulement, parce qu'il y a aussi de la corruption du côté français. Il y a actuellement 120 sites d'orpaillage illégaux, à l'intérieur même d'un parc naturel national qui est le Parc amazonien de Guyane. On a une aberration totale. Les Amérindiens me l'ont répété hier : au début, ils ont accepté l'idée de créer un parc là où ils vivent, en pensant qu'il allait protéger leur environnement. Et alors ils s'aperçoivent que c'est de pire en pire : chaque site d'orpaillage est comme une plaie ouverte dans la forêt et c'est ça qui les menace. Le méga-projet – légal - de la Montagne d'or est juste en dehors du parc. Il rappelle l'eldorado qui était la première motivation des conquistadors, mais aussi de tous les colons.



On revient à cette vieille mythologie et c'est une menace considérable sur l'environnement comme le montre l'étude du WWF qui détaille tous les effets que ça aura : la pollution, faire sauter à la dynamite des quantités extraordinaires de roches, c'est vraiment la destruction d'un pan entier de cette forêt guyanaise, une menace sur les rivières et les poissons par le cyanure et le mercure. Les effets sont nocifs dans tous les cas.



La Feuille Verte : Notamment sur l'eau ?

Éric Navet : Sur l'eau bien sûr. La pollution passe par les eaux d'écoulement puis atteint les affluents, puis les rivières principales, le Maroni, le Yapok. En fait cette Montagne d'or est située, quand même, hors du parc, mais pas très loin. Elle est située à proximité de deux autres réserves naturelles plus petites, qui sont des lieux de recherche scientifique sur les biotopes. Les Amérindiens ne sont pas immédiatement touchés, mais bien sûr indirectement ils seront très vite affectés. Et c'est aussi un phénomène global dans l'évolution du monde, cette tendance à vouloir absolument exploiter tout ce qu'il y a à exploiter. C'est une menace sur la forêt, sur la biodiversité, sur l'eau et donc sur les populations. Les Amérindiens sont extrêmement sensibles au fait qu'on va détruire la forêt.

La Feuille Verte : Justement, les Amérindiens considèrent qu'ils font partie de la nature. Ce rapport à la nature, qui est celui des Amérindiens en général, des Teko en particulier, cette vision du monde n'a-t-elle pas quelque chose d'universel à apporter à l'écologie ?

Éric Navet : Il est clair que l'inscription des Teko dans leur environnement est fondée sur toute une série d'équilibres, d'harmonisation des êtres, des vies où se mêlent visible et invisible. Pour les peuples traditionnels, il y a des principes d'équilibre à préserver. C'est une attitude de respect qui passe par une régulation de la chasse, de la pêche, disons de la prédation. Tout cela est extrêmement réglé. Le terme animisme est tellement connoté aujourd'hui qu'il vaut mieux l'éviter. À chaque moment de la vie d'un homme, d'une femme, il y a des choses qu'on peut faire et des choses qu'on ne peut pas faire. Au point où certains indiens disent qu'ils n'ont pas besoin de législation environnementale. On ne peut pas tuer n'importe quoi, n'importe comment, n'importe quand, n'importe où. Il y a chaque fois des restrictions. On est bien dans un système de respect, d'équilibre, d'adaptation. C'est ce système qui a permis qu'il y ait dans l'intérieur de la Guyane dix fois plus d'Indiens au 18^{ème} siècle qu'aujourd'hui et pourtant à cette époque la forêt amazonienne était préservée.

Propos recueillis par
Gérard Mamet.



UN JARDIN SUR NOS MURS

Août 2018 : je survis dans mon appartement bisontin, volets et fenêtres fermés, au souffle d'un ventilateur, la bouteille d'eau devant moi. L'épisode de canicule s'éternise ; ce n'est pas le premier et ce phénomène devient de plus en plus fréquent. Il touche toute la planète, et les climatologues n'arrêtent pas d'alarmer les politiques en leur disant que cette fois-ci, il n'y a plus de doutes, le réchauffement climatique est bien enclenché. Nous, écologistes, nous le savions déjà depuis longtemps, hélas. Mais de tout temps, on n'a jamais aimé écouter les Cassandre !

La canicule



Alors, que faire à notre niveau en attendant que nos hommes et femmes politiques prennent enfin leur courage à deux mains afin de faire appliquer les décisions drastiques, probablement impopulaires, qui s'imposent ? Nos villes suffoquent, il est urgent de leur apporter un peu d'air et de fraîcheur. Les jardins publics, la plantation d'arbres en bordure des avenues, tout cela y contribue. Mais ce n'est plus suffisant et on manque de place pour les plantations. Cependant, il est nécessaire de créer de véritables corridors écologiques en ville. Une solution consisterait à utiliser les toits et les murs des immeubles pour planter des végétaux. Je m'attacherai cette fois-ci à parler des murs plutôt que des toits, dont la problématique est encore différente.



Mais de quoi parle-t-on exactement ?

La végétalisation des façades fait référence à des jardins ou écosystèmes verticaux, plus ou moins artificiels, conçus comme éléments esthétiques de décor, œuvres d'art ou éléments d'écologie urbaine. **La façade végétalisée** correspond aux plantes grimpantes accrochées par elles-mêmes au mur ou via une structure de soutien. **Le mur végétal** est une paroi élevée parallèlement au mur

du bâtiment, qui peut être revêtue d'un élément porteur ou d'un support pour la végétation, d'un système d'irrigation ainsi que de la végétation elle-même. Il peut servir d'isolant thermique mais aussi d'isolant acoustique.

La végétalisation des murs sert aussi de refuge et de source de nourriture pour la faune locale et diminue le nombre de collisions d'oiseaux contre les façades d'immeubles en réduisant la transparence et la réflexion du verre. Elle permet de stocker le carbone et les polluants, et plus particulièrement toutes les particules fines liées au dégagement des voitures diesel. Elle participe aussi à la rétention des eaux pluviales - 4 à 38 mm selon l'épaisseur du substrat -, réduisant la saturation du réseau d'évacuation et diminuant les risques d'inondation. Elle régule aussi la température ambiante en ville car l'air est rafraîchi et humidifié grâce au phénomène d'évapotranspiration, contribuant à lutter contre le phénomène d'îlots de chaleur.

La façade végétalisée : la plus simple à mettre en œuvre

Les façades végétalisées sont construites à partir de plantes grimpantes, qui peuvent se diviser en trois catégories : les plantes ligneuses, qui se soutiennent elles-mêmes en se palissant contre un mur, comme par exemple les rosiers grimpants (*Rosa canina*, *Rosa rugosa*) ; les plantes grimpantes, qui ont besoin d'un support tel que les arbrisseaux à tiges flexibles ; les plantes grimpantes qui ont leur propre système de fixation tel que des racines crampons comme le lierre (*Hedera helix*), la bignone (*Campsis grandiflora*) ou l'hortensias grimpant (*Hydrangea petiolaris*), des ventouses comme la vigne vierge (*Parthenocissus quinquefolia*) ou des vrilles comme une autre vigne vierge.

Les structures de soutien des plantes grimpantes peuvent être constituées de bois, de câbles et de fils de fer, de plastique, de fibres de verre ou encore de cordes, formant des systèmes de fixation et de portance multiples, afin d'obtenir une bonne répartition du poids des plantes et de ne pas abîmer les revêtements des murs.



Le mur végétalisé : plus élaboré et plus efficace

Il existe trois différents types de murs végétalisés, dont voici le schéma (1) :

Ces trois méthodes reviennent indéniablement plus cher; il faut compter entre 500 et 700 € / m² et elles nécessitent un entretien annuel, ainsi qu'un système d'irrigation. La méthode de végétalisation à planter est la moins onéreuse en eau : 0,2 m³ / m² / an, contre 2 m³ / m² / an pour la végétalisation modulée (le coût en eau de la végétalisation sur mesure n'étant pas connu). Mais les avantages sont importants : elles améliorent l'isolation et l'inertie thermiques (du chaud comme du froid), le confort acoustique, en plus de l'esthétique et du corridor écologique.

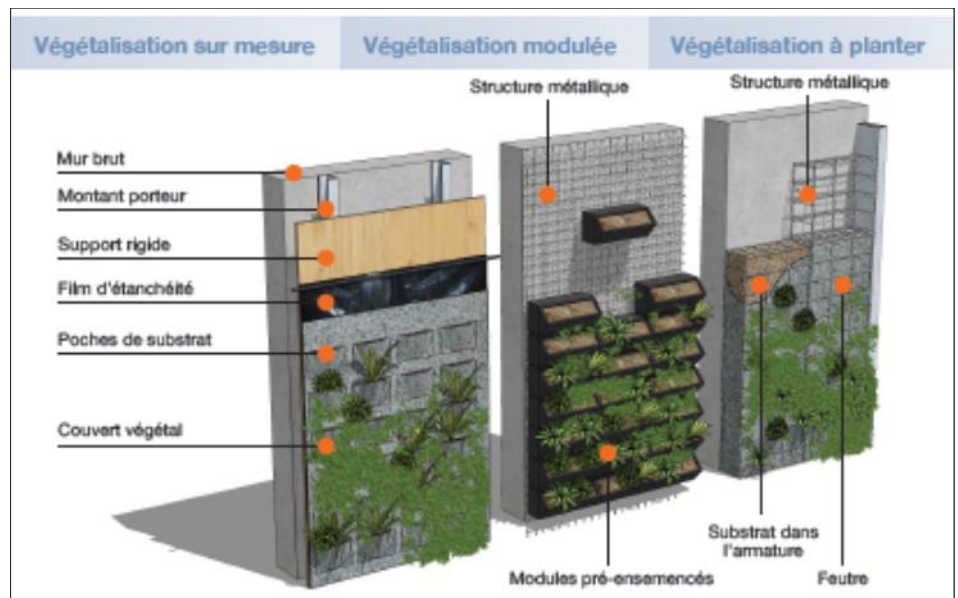
La réglementation pour végétaliser des bâtiments

Comme pour tout ce qui touche à l'extérieur des bâtiments, la végétalisation d'un mur doit faire l'objet d'une demande d'urbanisme (déclaration préalable auprès de la mairie et autorisation de la copropriété en assemblée générale) et respecter les règles d'urbanisme en vigueur. Ces dernières sont définies par le Plan local d'urbanisme (PLU).

Dans une copropriété, il est nécessaire d'avoir l'autorisation du conseil syndical pour son balcon ou sa terrasse. Si la végétalisation doit concerner l'ensemble de la copropriété, cela devra passer en assemblée générale.

En réalité, c'est possible à réaliser, déjà à son propre niveau, pour peu que l'on dispose d'un espace extérieur. Pour la politique de la ville, c'est plus long à mettre en œuvre, mais l'impact sera important. Qu'attendez-vous ? Qu'attendons-nous ?

Suzy Antoine



(1) Extrait de la fiche n°5 du Guide technique « Biodiversité et bâti ».

12



BESANÇON : UNE NOUVELLE DYNAMIQUE ÉCOLOGIQUE, SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE !

À Besançon, un glissement politique de l'équipe municipale en soutien à la politique nationale de *La République En Marche* débouche sur l'installation d'une nouvelle dynamique locale : **l'intergroupe**.

Rappelons qu'en avril 2014, la liste d'union EELV, PC, PS et société civile a permis le rare maintien à gauche d'une ville de plus de 100 000 habitants. La tête de liste PS, Jean Louis Fousseret, a opté pour suivre l'émergence de Macron dès sa sortie du gouvernement.

En juin 2017, c'est tout un groupe *La République En Marche* qui se crée au sein du conseil municipal. Éric Alauzet et Catherine Thiébaud ont choisi de les rejoindre.

À partir de ce moment-là et malgré la nouvelle configuration du groupe majoritaire il a été choisi de maintenir cette majorité en se concentrant sur le programme pour lequel nous avons été élus.

Les élus écologistes de la Ville ont maintenu le cap malgré les embûches (**Anne Vignot** présidente du groupe adjointe déléguée à la transition énergétique, du développement durable, au cadre de vie et des espaces verts, **Cyril Devesa** adjoint à l'hygiène-santé, **Françoise Presse** vice-présidente à la transition énergétique et écologique à l'agglomération et conseillère municipale aux risques urbains, **Anthony Poulin** conseiller communautaire délégué aux structures partenaires et conseiller municipal aux modes doux et **Claudine Caulet** conseillère municipale à la restauration scolaire et vice-présidente au Sybert)



Cependant les coups de boutoirs nationaux envers les collectivités territoriales et locales sont aujourd'hui extrêmement destructeurs. Ils affectent leur autonomie et les moyens d'agir pour le quotidien des concitoyens.

Le plus structurel des coups de boutoir est l'invention pour trois années d'une contractualisation entre l'État et nos territoires. Cette contractualisation est une injonction : « *le budget de dépense en fonctionnement ne doit pas dépasser 1,2% par rapport à 2017* ». Or, nous avons besoin de ces budgets alloués essentiellement à la masse salariale de nos agents et aux actions qui font vivre nos politiques. La signature de ce contrat met aussi fin à toute dynamique d'investissement. Par exemple : augmenter la capacité d'accueil dans les cantines, cela nécessite plus d'investissement dans les locaux, dans la chaîne de transformation des repas... mais aussi plus de dépenses de fonctionnement car plus de matière, plus de personnel... La règle du 1,2 % de la contractualisation interdit d'envisager ces nouveaux investissements. Sauf à faire des choix au détriment des autres politiques. Il faut rappeler que toutes les collectivités doivent, contrairement à l'État, établir un budget équilibré.

En outre la signature de ce contrat si elle n'était pas acceptée par le conseil municipal serait pénalisée financièrement. Dès lors, nous n'avons aucune alternative.

Par ailleurs, une tourmente politique interne à l'ancien groupe PS scindé aujourd'hui entre LREM et PS a débouché sur le retrait d'une délégation à un adjoint PS. Cette délégation concernait la vie des quartiers, la vie associative et la jeunesse.

EELV et le PC ainsi que quelques autres socialistes et société civile ont voté contre. Toujours pour des raisons de politiques internes le Maire a choisi de réduire le poste d'adjoint à deux conseillers municipaux repartis entre le PS et LREM. Nous sommes désormais la seule ville de France de plus de 100 000 habitants à ne plus avoir d'adjoint à la vie des quartiers, la vie associative et de la jeunesse.

Nous ne revenons pas sur la sortie d'un arrêté dit « *anti-mendicité* » qui a fait l'objet de nombreuses contributions de notre part dans la presse.



Enfin, après la révélation d'un rapport parlementaire sur l'armement des polices municipales, notre édile envisage un changement de position sur la mission de la police municipale et son armement. Il continuerait ainsi à montrer sa volonté de suivre la boussole de l'État.

Dans cette tourmente locale, représentative de la tourmente nationale, nous tenons le cap avec d'autres élus et en particulier avec les communistes. Actuellement ce sont quelques socialistes qui nous rejoignent sur ces orientations.

Nous avons établi une nouvelle dynamique par la **mise en œuvre d'un INTERGROUPE** ouvert à tous ceux qui partagent ce constat. Nos dossiers, nos conseils municipaux et d'agglomération sont désormais discutés ensemble.

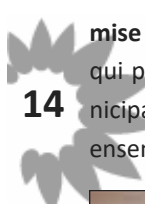


Suite au départ de Nicolas Hulot, plusieurs médias m'ont interrogée. J'ai fait connaître notre volonté à travailler avec ceux qui le voudront un programme politique et qui devrait aboutir à la construction d'une liste pour les prochaines échéances municipales de 2020. Cette volonté ne se travaillera pas seulement avec les élus, les partis, mais bien avec tous les concitoyens de notre territoire. Ce n'est pas six mois avant les élections qu'on peut avoir la prétention de créer une dynamique commune autour d'enjeux si essentiels pour l'écologie, le social et la démocratie dans une ville et une agglomération où tous ces enjeux sont en très grande vulnérabilité.

Le travail ne fait que commencer.

Anne Vignot,

présidente du groupe des élus écologistes et société civile de Besançon



Europe Écologie Les Verts de Franche-Comté

(77, Grande Rue 25000 Besançon)

Directeur de publication : Gérard Roy

Comité de lecture : Gérard Mamet, Gérard Roy,
Suzy Antoine, Benoît Cypriani

CPPAP: 0518 P 11003

Maquette : Corinne Salvi Mise en page : Suzy Antoine

Imprimé sur papier recyclé

par les soins d'Europe Écologie Les Verts de Franche-Comté

ISSN 1169-1190



DÉCRYPTAGE ÉCONOMIQUE

Interrogé le 25 avril dernier, sur Europe 1, sur son successeur, **François Hollande** a répondu qu'Emmanuel Macron n'était pas le Président des riches, mais le Président des « *très riches* ». Ironie de l'histoire : celui qui a mis en selle Macron et qui a très largement engagé la politique économique néolibérale (pacte de responsabilité, CICE) fait aujourd'hui une critique « de gauche » de son ancien protégé. Il est vrai que, par certains côtés, la politique économique de Macron est non seulement plus à droite que celle de Hollande, mais même pire que celle de Sarkozy : saccage du droit du travail, cadeaux fiscaux aux plus riches et remise en cause des services publics. Et on ne voit toujours pas venir une politique écologique d'envergure, d'où la désillusion et la déception de Nicolas Hulot. L'environnement, c'est seulement de la « comm' » et des mesures cosmétiques, qui cohabitent avec une politique économique toujours basée sur le mythe du retour de la croissance. Pour les économistes de la Macronie, tout cela serait nécessaire pour que les « *premiers de cordée* », grassement rémunérés et débarassés d'un État qui les entrave, puissent relancer l'innovation et la compétitivité. Mais qu'en est-il vraiment dans la réalité ? Les recherches d'une économiste italo-américaine, Mariana Mazzucato, nous apportent un éclairage intéressant sur cette question.



Les baisses d'impôts pour les plus riches

Macron a sans cesse le mot « *réforme* » à la bouche. Mais il faudrait s'entendre sur le sens de ce mot. Ainsi, dans la loi de finances 2018, les « *réformes* » se traduisent systématiquement par des baisses assez conséquentes d'impôts en faveur des plus riches :

- suppression de l'ISF pour les actifs financiers,

- instauration de la flat tax, qui limite à 30 % les impôts sur les revenus financiers au lieu de 45 %,
- suppression de la taxe spéciale sur les dividendes,
- baisse de 28 à 25 % de l'impôt sur les sociétés.

Une autre mesure annoncée lors du voyage de Macron en Australie vient de s'ajouter à ces cadeaux fiscaux : **la suppression de l'exit tax** qui pénalisait les évadés fiscaux.

Pour reprendre la formule chère au Président-marcheur, « *en même temps* » Macron s'attaque au droit du travail qui donnait des garanties aux salariés, démantèle les services publics qui protègent les plus faibles, diminue l'allocation logement et réduit les retraites par une augmentation de la CSG. C'est bien le rapprochement de ces deux séries de mesures qui permet de comprendre que la politique économique conduite actuellement est une politique d'injustice sociale, qui fait des cadeaux aux plus riches et ampute le pouvoir d'achat des plus modestes. D'ailleurs, pour les économistes de l'association ATTAC (1), plutôt que de parler de réforme, il serait plus juste de parler de « contre-réforme », comme on parle de « contre-révolution », tant les mesures prises par le gouvernement d'Édouard Philippe sont injustes et vont dans le sens de l'accroissement des inégalités. Une certitude : c'est une vraie politique économique de droite.

Pour justifier une telle injustice, Macron se livre à une bataille de mots, qualifiant les conquêtes sociales du passé d'« *entraves au progrès* » ou de « *privileges égoïstes* ». Et comble de la propagande macronienne, le président se met en scène avec ses conseillers pour dénoncer le « *pognon de dingue* » dépensé dans les aides sociales, comme s'il préparait de nouvelles attaques contre les plus modestes : travailleurs pauvres, chômeurs, précaires... Pourtant, le « *pognon de dingue* », c'est 551 € par mois de RSA, ce qui ne peut pas sérieusement freiner l'acceptation d'un emploi. Et que dire alors du vrai « *pognon de dingue* » que représentent les cadeaux fiscaux aux plus riches ? Et à cette rentrée, on peut être légitimement inquiets des projets du gouvernement sur les retraites et l'assurance chômage. Mais on l'a compris dès le départ, Macron ne s'intéresse pas aux « *gens qui ne sont rien* » (2) et les méprise...

La soumission à l'ordre économique néolibéral

Comment justifier une telle politique ? Macron dit qu'il ne croit pas à la théorie du ruissellement, celle qui prétend que, quand les riches s'enrichissent, il y a des retombées qui « ruissellent » sur toute la société. Mais il agit comme s'il y croyait : il pense qu'il est là pour encourager l'investissement et qu'il faut donc pour cela favoriser les besoins en rendement des investisseurs par de généreux cadeaux fiscaux. Dans cette vision du Président, l'intérêt général ne serait que la somme des intérêts particuliers de ceux qui ont de l'argent... Sur ce point, les politiques de Trump et de Macron se rejoignent. Dans une entrevue au media américain Forbes, Macron le dit explicitement à propos de Trump : « *Le fait que nous ayons tous les deux une expérience du business est très important. (...) Quand vous le considérez comme un faiseur de « deal », ce qu'il a toujours été, c'est très cohérent. C'est ce que j'aime chez lui et c'est pour cela que j'aime travailler avec lui et c'est en cela que mes antécédents d'homme d'affaire m'aident beaucoup.* » En fait, la pensée économique de la Maison Blanche et celle de l'Élysée vont dans le même sens : écouter et satisfaire les désirs des détenteurs de capitaux.



La justification en est donnée par Philippe Aghion, un des conseillers économiques de Macron, dans *Alternatives Économiques* de juillet-août 2018 : « *Si ceux qui innove[n]t n'en tirent pas profit, l'innovation risque d'être bloquée ou fortement ralentie.* » Or on voit bien, depuis la révolution néolibérale des années 70-80, que cette politique économique enrichit les riches mais ne marche ni pour favoriser la croissance, ni pour réduire le chômage. Depuis cette époque, la croissance n'a fait que baisser puisqu'elle est passée de 4-5 % à 1 %, les inégalités ont explosé et le chômage est resté à un niveau très élevé. L'économiste américain Joseph Stiglitz a d'ailleurs bien expliqué dans un livre paru en 2012, *Le Prix de l'inégalité*, que lorsqu'on augmente les revenus des plus riches, une bonne partie de l'argent va dans la spéculation et pas vers l'économie réelle, alors que, quand on augmente le pouvoir d'achat des plus modestes, on stimule l'activité économique.

Macron, représentant de l'économie-casino et du capitalisme absolu



Le néolibéralisme a une autre conséquence : la reprise des crises assez classiques dues à la formation de bulles spéculatives - crise asiatique (1997), bulle internet (2001), crise des *subprimes* (2008). Chaque fois, c'est la logique financière qui l'a emporté au détriment de l'activité économique réelle. Sans régulation suffisante, la bourse produit des bulles spéculatives. Après une période d'euphorie qui voit le prix des actions grimper, on assiste alors à la formation d'une bulle plus ou moins grosse, qui finit toujours par éclater. C'est de l'économie-casino : ceux qui ont vendu leurs actions juste avant la dégringolade des cours s'enrichissent, les autres sont ruinés et les effets sont globalement désastreux pour l'économie. Avec la financiarisation, nous sommes donc dans une instabilité permanente et à la merci d'une nouvelle crise de ce type.

On ne peut donc absolument pas croire Macron quand il prétend que sa priorité est l'emploi. C'est d'ailleurs un discours récurrent et convenu qui tourne en boucle depuis la présidence de Giscard et qui, malheureusement, fait encore illusion dans une partie de l'opinion. La politique économique néolibérale se résume surtout à créer des incitations fiscales pour attirer des investisseurs guidés par l'appât d'un gain sûr et facile. « *Plus vous êtes clair avec ce que vous avez l'intention de faire, plus vous êtes efficace avec la communauté d'affaires* », explique encore le Président français, qualifié de « business friendly » (3), dans le magazine *Forbes*. On ne peut être plus explicite : si on leur annonce à l'avance une fiscalité très avantageuse, les investisseurs rappliquent pour spéculer et s'enrichir... CQFD.

Mais pour le philosophe Jacques Rancière (4), il y a quelque chose de nouveau avec Macron, parce que nous sommes dans une sorte de « *capitalisme absolu* ». Jusqu'ici, la droite défendait effectivement le néolibéralisme, mais elle essayait aussi de « *gérer un système d'équilibre entre forces sociales et politiques* ». Macron ne tient compte ni des citoyens, ni des syndicats, ni des ONG, ni des élus, ni des corps intermédiaires en général. Pour Rancière, « *ce qui spécifie Macron, c'est d'être débarrassé de cette préoccupation d'équilibre des forces. Il agit*

comme le pur et simple représentant du capital (...) Ce ne pouvait être fait que par un type qui ne représente, finalement et littéralement, rien en dehors de la logique du capital. »

L'idée saugrenue de réduire les politiques publiques



Pourtant, dans ce contexte morose, une économiste italo-américaine, Mariana Mazzucato, vient renouveler assez radicalement sur le fond la critique de cette économie financiarisée. Souvent, on ne fait que contester la répartition des richesses produites, qui serait trop inégalitaire, et on admet plus ou moins implicitement que la production de richesses – biens et services – est le fait des entreprises privées et qu'il faut simplement distribuer plus justement ces richesses. L'État serait une sorte de mal nécessaire dont il faudrait contenir le rôle, parce qu'il serait un frein à l'innovation et beaucoup trop dépensier. Combien de fois avons-nous entendu radoter que, pour améliorer l'innovation et la compétitivité, il fallait moins d'État et plus de marché ? D'où l'acharnement des gouvernements successifs à réduire le nombre de fonctionnaires et à faire baisser les dépenses publiques. Les moins fanatiques des libéraux admettent cependant que l'État, en plus de ses fonctions régaliennes (armée, police, justice), a un rôle important dans la construction des infrastructures, dans la formation, la recherche, voire dans l'organisation même des marchés... Mais pour tous les libéraux, l'État joue un rôle négligeable dans l'innovation et la création de richesses.

Or, dans un livre paru en 2013, *The Entrepreneurial State : Debunking public vs. private sector myths* (5), Mariana Mazzucato remet radicalement en question ce « storytelling » (6) libéral. En effet, la pensée dominante minimise délibérément le rôle des politiques publiques dans l'émergence des nouvelles technologies : internet, les biotechnologies, les nanotechnologies ou la révolution verte. Même si cela peut paraître contre-intuitif, aux États-Unis, c'est bien le secteur public, pourtant moqué comme lent et bureaucratique, qui a par ses investissements préparé l'avenir et dessiné les nouveaux paysages économiques d'aujourd'hui, bien avant que le secteur privé ne s'y intéresse. Mazzucato cite l'exemple de

l'i-Phone : internet, GPS, écran tactile, reconnaissance vocale, etc. sont tous issus de la recherche publique (il s'agit souvent de recherches qui ont été conduites en liaison avec le programme spatial ou l'armée). Elle regrette d'ailleurs que l'État soit si mal rémunéré en retour : ce sont les acteurs privés qui en tirent tout le bénéfice alors que, si l'État en tirait une juste rémunération, il pourrait davantage réinvestir dans le long terme, en particulier « dans l'économie verte ».

Ces constats réhabilitent l'importance des politiques publiques dans les orientations économiques de long terme et justifient la notion de planification, par exemple à propos de la transition écologique. Et ce n'est pas étonnant : dans une société de plus en plus complexe, les découvertes sont le résultat d'un travail collectif de recherche fondamentale qui nécessite de la durée et de la coopération. C'est cette recherche fondamentale cumulée qui permet l'innovation. D'ailleurs Mazzucato fait remarquer que le privé financiarisé, dont l'horizon se situe à 3 ou 4 ans seulement, ne s'intéresse guère qu'au D de la R & D (Recherche & Développement). Réhabiliter les politiques publiques, c'est aussi rétablir la possibilité d'un débat démocratique sur les choix économiques pour l'avenir de la planète, au lieu de laisser la finance et les multinationales décider à la place des citoyens.

La confusion délibérée entre « produire » et « extraire » les richesses

Dans un autre livre, *The Value of everything, Making and taking in the global economy* (7), Mazzucato passe au scanner d'autres conséquences de la financiarisation de l'économie. Par ses recherches, elle démontre que, contrairement aux idées reçues et à la pensée unique, la répartition des richesses n'est pas forcément la juste récompense, sanctionnée par le marché, des efforts de chacun à la production de biens et services comme le laisse entendre le discours néolibéral. Les « premiers de cordée » ne sont pas nécessairement ceux qui contribuent le plus à la création de richesses. Et l'économiste fait clairement la distinction entre « faire » et « prendre » dans la source des richesses et l'origine des fortunes. Elle revient d'abord sur l'histoire de la valeur dans l'histoire économique. Pour les physiocrates, la terre joue un rôle prépondérant dans la création de richesses, alors que pour les économistes classiques, c'est le travail. Avec la venue du néolibéralisme, c'est le marché qui détermine la valeur. Dans ce cas, la valeur n'a rien d'intrinsèque : elle correspond en fait à ce que l'on arrive à obtenir du système. D'où l'importance du *storytelling* et des mécanismes d'extraction de la richesse.



Elle cite, entre autres, l'exemple des nouveaux médicaments, mis sur le marché à des prix exorbitants et sans rapport avec le coût de revient.

Mariana Mazzucato explicite le rôle de l'introduction en bourse des entreprises et des brevets : ces systèmes sont devenus de véritables machines à extraire de la richesse. C'est une caractéristique du capitalisme californien : l'accaparement des richesses par un petit nombre d'entreprises monopolistiques, richesses qui sont pourtant le résultat de la recherche publique et du travail collaboratif de l'ensemble des chercheurs et salariés, du public comme du privé. Les « *jeunes milliardaires* » souhaités par Macron ne sont jamais ceux qui créent la richesse, mais ceux qui l'accaparent. Le travail créatif de jeunes ingénieurs peut jouer un certain rôle dans l'innovation, mais il est une contribution dans un cadre collectif et, en général, ce ne sont pas eux qui s'enrichissent. Ceux qui profitent le plus du système néolibéral, ce sont les entreprises qui ont optimisé les mécanismes d'extraction de la richesse comme les GAFAM (8) qui, en plus, tirent profit des pays pratiquant le dumping fiscal et utilisent les paradis fiscaux.

Mais l'économiste italo-américaine remet aussi en question un autre mythe du néolibéralisme : la prétendue prise de risque par le privé. Elle explique que, dans un premier temps, c'est l'État qui prend tous les risques, dans un contexte de grande incertitude, en défrichant des terrains inconnus par un travail de recherche fondamentale et de prospective de longue haleine. Le privé n'arrive qu'à la toute dernière étape, par le transfert de la technologie du public au privé. Et pour Mazzucato, cela conduit à une double injustice. D'abord laisser croire que le privé est seul capable de piloter l'innovation ; or sur le long terme, seuls les États sont capables de conduire des politiques d'envergure. La deuxième injustice, c'est de laisser le privé tirer tout le bénéfice de cette croyance au détriment des États et de l'intérêt général.

Pour conclure provisoirement...

Les convergences sont flagrantes entre Macron et le nouveau président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux. Peu de temps après son élection à la tête du patronat, ce dernier a répété une nouvelle fois sur France Inter qu'il fallait « *récompenser ceux qui prennent des risques, ceux qui créent de la richesse* ». Peu importe que ce sempiternel propos ne corresponde pas à la réalité, peu importe que la politique économique menée ne fasse pas reculer le chômage et entraîne une nouvelle aggravation des inégalités.

On a cru, à un moment donné, que la crise de 2008 allait remettre en question la prééminence des exigences financières sur celles des salariées et des

citoyens. Il n'en a rien été. Pour l'économiste de l'Université Paris XIII Cédric Durand, cela s'explique par les choix retenus par les dirigeants mondiaux dans le sauvetage des banques : « *L'action politique est là pour assurer que le versement des revenus attendus par la finance sera bien au rendez-vous, à n'importe quel prix : privatisations, baisse de la fiscalité, flexibilisation du travail et coups de rabot à la protection sociale.* » Les Grecs en savent quelque chose...

La démission fracassante de Nicolas Hulot, fin août, nous rappelle aussi que la défense du climat et la préservation de la biodiversité ne font pas bon ménage avec le néolibéralisme de Macron et de Trump. Pourtant, avec les nouveaux records de températures enregistrés cet été, la transition écologique n'a jamais été aussi urgente. Elle nécessite la réhabilitation de la notion de biens communs, qui ne doivent pas être abandonnés à une gestion privée et au marché : le climat, mais aussi l'eau, l'espace, les paysages, la biodiversité, l'énergie, les ressources naturelles... La transition écologique exige le déploiement de politiques publiques d'envergure à tous les niveaux : européen, français, régional et local. Or, par la baisse de la fiscalité des entreprises et celle des plus riches et par les nouvelles privatisations, la Macronie fait le choix contraire : elle donne encore un peu plus de pouvoir à la finance et aux multinationales, aux dépens des politiques publiques qui permettraient de sauver le climat et au détriment de la démocratie.

Gérard Mamet



- 1) Toujours plus pour les riches, ATTAC, *Les Liens qui Libèrent*, janvier 2018.
- 2) Cette expression, utilisée par Macron en opposition à « ceux qui réussissent », exprime de manière évidente un mépris de classe vis-à-vis des personnes des milieux modestes.
- 3) Que l'on peut traduire par : favorable aux affaires.
- 4) Mediapart, 22 juillet 2018, « Jacques Rancière : Macron est le pur et simple représentant du capital. »
- 5) Traduction : L'État entrepreneur - Démystifier l'opposition entre le public et le privé.
- 6) Mot qu'on peut traduire par : le récit que raconte (le libéralisme).
- 7) Traduction : La Valeur de tout - Faire et prendre dans l'économie mondialisée.
- 8) GAFAM : Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft. Apple et Amazon viennent de dépasser les 1 000 milliards de dollars de capitalisation boursière.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : ON TIENT VRAIMENT À SE CASSER LA GUEULE ?

On va tous seuls, comme des grands, aux Européennes.

Certes, ça a été validé par 80 % (ou à peu près) des votants. Mais on n'est plus que 3 000 adhérents à EELV (faut arrêter ce sigle incompréhensible par tout un chacun et revenir aux Verts), et moins de la moitié a voté.

Ce n'est pas un signe ? On va s'arrêter où ?

Tout ça pour quatre élus qui se déchirent les premières places.

Quand va-t-on revenir à la raison et construire une vraie force de gauche écologiste qui pourra influencer réellement sur l'avenir ? On dit que les autres peuvent venir sur notre liste, mais c'est pas comme ça qu'on construit une union. C'est pourtant ce que semble croire le Conseil fédéral.

On aura quelques élus, et après ?...

Tout ça m'attriste.

Alors que les enjeux deviennent de plus en plus cruciaux, nous manquons une opportunité importante.

Avec toute ma désolation.

Jean Siron



Extraits du discours de David Cormand lors de la séance du conseil fédéral des 21 et 22 septembre 2018

« ...L'entends des amis nous dire que cette élection est une occasion pour nous de refonder la gauche. Ils font fausse route. Cet enjeu me semble dépassé. Nous sommes à l'aise avec les grandes valeurs historiques de la gauche...

...Pour autant, la question du rassemblement se pose. Je le dis avec netteté : l'esprit de responsabilité doit nous guider. Tout doit être fait pour permettre une convergence politique et citoyenne la plus forte possible. Nous devons être à la hauteur du bouillonnement qui par mille initiatives construit le changement dans la société et exige des politiques écologiques dignes de ce nom...

...Nous sommes unis. Restons le. Nous avons une bonne tête de liste. Soutenons la sans réserve.... »



Comment recevoir *La Feuille Verte* ?



Vous n'êtes pas adhérent d'Europe Ecologie Les Verts de Franche-Comté ? Et du même coup, vous ne recevez pas systématiquement *La Feuille Verte*, le mensuel des écolos comtois ?

Abonnez-vous ! Réabonnez-vous! Et faites abonner les gens autour de vous ! Ainsi, vous serez sûr de ne rater aucun numéro, et cela pour la modique somme de 16,00 euros seulement (6 numéros par an).

Nom : Prénom :

rue :

CP : Ville :

Chèque à l'ordre d'EELV-FC, à adresser à :

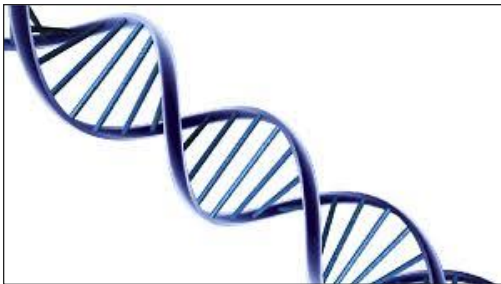
EELV-FC — 77, grande Rue — 25000 Besançon

BIO HACKERS, PLEBISCITE DES ENERGIES RENEUVELABLES ET RESISTANCE AU TOUT-NUMERIQUE

1. Gare aux apprentis sorciers !

À la faveur de techniques devenues accessibles et bon marché, des fans de biologie se mettent à bidouiller des gènes dans leur garage ou leur cuisine. Des scientifiques expriment leur inquiétude. Grâce au matériel disponible, un bon amateur peut procéder au découpage et à l'édition de séquences d'ADN. Il existe déjà des sortes de jouets génétiques qui coûtent moins cher qu'une tablette. On peut aussi, sur internet, échanger des séquences d'ADN et trouver les modes d'emplois du matériel. Le site *Science Exchange*, par exemple, est déjà une sorte de *Le Bon Coin* pour ADN. Un ancien scientifique de la NASA a même diffusé en streaming sur internet ses expériences réalisées dans son garage et les bio hackers expliquent qu'ils n'ont jamais eu chez eux la moindre visite d'un agent du FBI... (*The New York Times*, dans *Courrier International* n° 1454, du 13 au 19 septembre 2018, pp. 29-32)

20



Commentaire : Les dangers que représente la diffusion de ces techniques sont très inquiétants. Les biologistes amateurs ne respectent pas forcément les procédures strictes de sécurité et le premier risque serait la production fortuite d'un germe pathogène dangereux qui pourrait ensuite diffuser dans l'environnement. Mais la possibilité que des individus malveillants s'emparent de ces techniques fait froid dans le dos. La plus grande crainte c'est que quelqu'un, quelque part, utilise le génie génétique pour fabriquer une arme biologique. On pense par exemple à la fabrication d'un bacille du charbon résistant aux antibiotiques ou du virus d'une grippe hautement contagieuse. C'est la suite extrêmement inquiétante de la fabrication des OGM par les apprentis sorciers de Monsanto.

2. Les énergies renouvelables sont plébiscitées

Cette année, plus de la moitié des nouvelles capacités de production d'électricité à l'échelle mondiale proviennent de sources renouvelables comme l'éolien, le solaire ou la géothermie. Dans un premier temps les énergies renouvelables ont été encouragées par des aides des États. Mais depuis une décennie, les coûts de l'éolien et du solaire ont régulièrement baissé et représentent aujourd'hui les solutions plus sûres et moins coûteuses que le nucléaire ou les énergies fossiles. Alors que le prix moyen de l'électricité se situe vers 60-70 \$ le mégawattheure, les projets d'énergies renouvelables au Mexique, au Chili ou au Canada sont annoncés entre 21 et 37 \$ le mégawattheure, sans subvention. (*The Wall Street Journal*, dans *Courrier International* n° 1447-1448-1449, du 26 juillet au 15 août 2018, p. 31)



Commentaire : Avec le nucléaire, la France persévère dans une politique absurde. Un rapport officiel commandé par Bruno Le Maire vient de prôner la construction dans les années qui viennent de 6 nouveaux EPR « pour maintenir les capacités industrielles de la filière nucléaire » alors que celui de Flamanville n'a toujours pas démarré et que son coût a explosé à 11 milliards d'euros. Les risques d'accidents augmentent forcément avec le vieillissement des centrales et EDF doit donc investir des sommes faramineuses dans la sécurité. Les responsables politiques français, manipulés par le lobby du nucléaire, seront bientôt les seuls à ne pas avoir compris que, du point de vue économique, le nucléaire c'est fini.

3. Contrer l'influence des géants du numérique

Le pouvoir des entreprises du numérique ne cesse de croître dans tous les domaines de la vie quotidienne et en particulier dans celui de la distribution et de la consommation. Un urbaniste et économiste, Jean Haëntjen, analyse les dangers de colonisation de l'espace urbain par les géants du numérique (1). On trouve déjà le numérique dans la vidéosurveillance, la géolocalisation des stationnements ou la gestion de l'eau. Les algorithmes des géants du numérique ne sont ni neutres, ni transparents. Ils pourraient exercer des formes nouvelles de manipulation et entraver la démocratie locale. En effet les géants du numérique estiment qu'une société peut s'autoréguler par la liberté d'entreprise et le marché et que le rôle des puissances publiques (État et collectivités locales) doit être réduit au strict minimum. Dans ce cas, il n'y aurait plus guère de place pour le débat et la démocratie. (*La Recherche* n°539, Septembre 2018, pp. 80-83).



Commentaire : Quand une application dit : « *passez par ici, passez par là...* » elle prend le contrôle des déplacements dans une ville. Pourtant, d'autres itinéraires sont toujours possibles, qui pourraient valoriser par exemple le patrimoine architectural ou culturel. Les entreprises du numérique se proposent d'abord de répondre, en temps réel, aux demandes de consommateurs solvables. Le long terme et la citoyenneté ne sont pas leurs points forts. Pourtant, à l'inverse, une ville comme Copenhague s'est fixé pour objectif d'être une ville exemplaire en matière d'écologie et elle sera sans doute zéro carbone avant 2030. Une telle stratégie, plus classique, plus collective, met en valeur la culture locale et est donc porteuse de sens. Elle renforce l'attachement des citoyens à leur cité et affiche une ambition d'intérêt général à long terme.

Gérard Mamet



(1) Jean Haëntjen, *Comment les géants du numérique veulent gouverner nos villes*, Rue de l'échiquier, mai 2018.

21

CARPE HORAM

Une robe qui s'éteint
Dans le petit matin
L'aube de satin
S'étire s'étire
Sur le chemin

L'ancolie
Encore au lit
S'attarde s'attarde
La rue peigne sa barbe
Et... otage du pot de rose
Ne dit rien



Nul aboi
Dans l'ombre
Qui s'estompe
L'enfant boit

Quelle bonne heure !

Yves-Marie Maurice

EMBARQUEMENT POUR 2100

S'il y a une exposition à ne pas rater, c'est celle de Luc Schuiten, à la Saline Royale d'Arc-et-Senans, visible jusqu'au 21 octobre 2018. Elle présente l'ensemble de la réflexion de l'architecte Luc Schuiten et ses solutions alternatives à la dégradation de l'environnement. Visions utopistes d'une architecture futuriste ou véritables solutions pour nos villes ? Sans doute les deux, dont nos politiques feraient bien de s'inspirer.

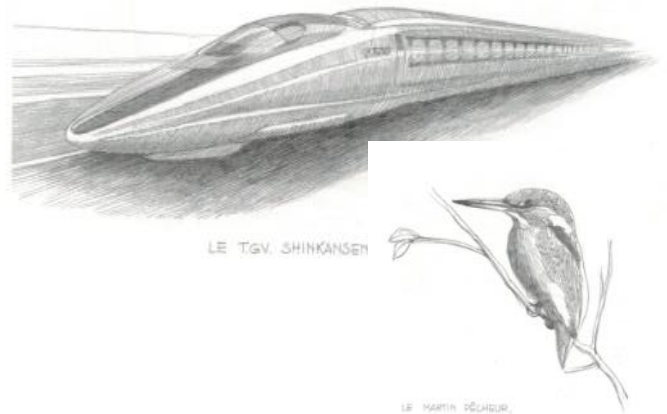
Côté jardin

Le visiteur est invité à déambuler dans une dizaine de jardins, à la découverte des cités végétales aux formes variées, où l'environnement et la nature sont devenus des modèles à suivre et à reproduire. La Saline a même réservé un terrain à l'architecte pour une occupation de longue durée, afin qu'il puisse mener des expérimentations sur des modes de construction écologiques : lieux de vie en parfaite adéquation avec l'environnement, avec des matériaux renouvelables et une empreinte carbone positive. Une impression de calme et de sérénité se dégage de chaque jardin.

22



Le biomimétisme ou « l'art de s'inspirer de la nature pour innover » (1) devient une approche à tenter systématiquement lorsqu'on cherche des innovations nécessaires à la résolution d'un problème lié à la durabilité. C'est la forme du bec du martin-pêcheur qui a donné le design du « *Shinkansen* », le TGV japonais, qui devait répondre à l'augmentation subite de résistance de l'air comprimé dans les tunnels. Les formes de certaines hélices de turbine ont été inspirées par celles des algues marines. À terme, cela pourrait déboucher sur la fabrication de bio-textiles, de bio-ciments, voire de bio-verres, qui se passe à température ambiante, utilise l'eau comme solvant et ne laisse que des composants biodégradables derrière elle.



Les panoramas de 2100

Des tableaux géants, qui semblent s'inspirer de la bande dessinée, sont exposés dans un certain nombre de salles et de couloirs, car il leur faut beaucoup d'espace. Schuiten y expose sa vision des villes futures, en transformant et rénovant d'abord l'existant et en y ajoutant des bâtiments correspondant à des exigences environnementales sévères.



Il propose l'installation de jardins verticaux, qui compensent la petitesse de la surface au sol au moyen de treillis métalliques supportant des plantes grimpantes. Des îlots de verdure sont créés à la place des terrains vagues ou des parkings.

Il a même inventé le « *chenillard* », afin de supprimer les voitures privées et les transports publics du centre ville. Le *chenillard* est composé de petites voitures de location, entièrement automatisées, appelées par un téléphone portable. Elles gagnent le lieu de rendez-vous, chargent les passagers ou le colis et se rendent à l'adresse programmée. Afin de libérer au maximum la rue de leur présence, elles se regroupent en convoi. La roue directrice de l'avant permet d'entrer dans le convoi et d'en sortir, et d'emprunter des rues et des accès locaux. Puis elles viennent se ranger dans des îlots de stockage répartis partout dans la ville. Des passages piétonniers sont réalisés au-dessus des toitures, formés de plantations, soutenant des passerelles. Mais il n'y a rien de plus parlant que des reproductions de l'univers de Schuiten : il faut y chercher chaque détail, comme chez Brueghel.

On ne peut que rendre hommage à cet architecte qui a compris depuis 40 ans que l'humanité courait à sa perte si elle continuait à détruire son environnement et à perturber le climat. Il a donc recherché, comme tant d'autres, des solutions alternatives possibles qu'il a lui-même testées. D'autres nécessitent de développer de nouvelles connaissances sur la biologie, mais celles-ci sont déjà en cours (la compréhension des mécanismes génétiques qui déterminent la croissance et l'architecture des arbres, la fabrication de protéines translucides inspirées de la chitine des ailes de libellules, la création de pigments imitant la chlorophylle qui transforment la lumière en électricité...). Il y a là tant d'idées réalisables, à petite échelle comme à grande, que l'on ressort de cette exposition complètement dopé et rempli d'espoir. Faites donc une cure de Schuiten cet automne !



Suzy Antoine

1) *Janine Benyus* : Biomimétisme - Quand la nature inspire des innovations durables (2011) Éd. Rue de l'Échiquier



Évolution de la ville de Shanghai sur cent ans
Lecture de gauche à droite



Bulletin d'adhésion / dons

Un parti politique vit aussi des cotisations et des dons versés par ses adhérent-e-s.
C'est ce qui lui permet d'entreprendre des actions et de se faire entendre.

- Rappel : en adhérent, coopérant ou en faisant un don, vous bénéficiez d'une réduction fiscale égale à 66% du montant de votre versement.
- La loi limite à 7500 € par an les versements effectués à un parti politique par un particulier.
- Votre adhésion sera effective dès réception de votre paiement et après un enregistrement par les instances d'Europe Écologie Les Verts de notre région, ce dans un délai de deux mois.
- Conformément à la loi, vous disposez d'un droit d'accès aux données vous concernant en vous adressant à : donneespersonnelles@eelv.fr



Homme Femme Date de naissance :
 Profession :
 Nom : Prénom :
 Numéro, rue :
 CP : Commune :
 Tél fixe : Tél portable :
 Courriel :

Cette grille de cotisation présente le niveau de cotisation attendu en fonction de votre revenu mensuel. Les niveaux de cotisation présentés ci-dessous sont indicatifs et laissent la possibilité à chacun de tenir compte de sa situation personnelle, familiale et sociale du moment.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle
<input type="radio"/> < 1200 €, précaires, étudiants, ...	36 €
<input type="radio"/> 1200 €	55 €
<input type="radio"/> 1300 €	80 €
<input type="radio"/> 1400 €	100 €
<input type="radio"/> 1600 €	120 €
<input type="radio"/> 1800 €	160 €
<input type="radio"/> 2000 €	200 €
<input type="radio"/> 2300 €	230 €
<input type="radio"/> 2500 €	250 €
<input type="radio"/> 2800 €	300 €

Cotisation annuelle correspondant au moins à 0,8% de votre revenu annuel

Je choisis de payer par chèque (s).

Joindre 1 (ou chèques retirés les mois que vous indiquez au dos) à l'ordre de : AF EELV-FC

Je choisis le virement bancaire.
Demandez-nous le RIB de l'association de financement.

Je choisis de payer par CB au national

Nous ne proposons plus pour l'instant l'option du prélèvement automatique. En effet cette formule est devenue très délicate suite à une modification de la réglementation européenne (SEPA : espace unique de paiement en euros) et ne serait intéressante que si tous nos adhérent-e-s optaient pour cette solution.

Adhérent	ou	Coopérateur	ou	Donateur
Montant de ma cotisation: minimum 36 €		Montant de ma contribution: à partir de 20 €		Montant de mon don
euros		euros		euros

Nos coordonnées : Europe Écologie Les Verts de Franche-Comté—77, Grande Rue—25000 Besançon
 Tél : 03 81 81 06 66
 Mail : eelv.fcomte@gmail.com
 Site : <http://franche.comte.eelv.fr>

FRANCHE - COMTÉ

EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS

EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS FRANCHE-COMTÉ

77, grande Rue / 25000 Besançon / 03 81 81 06 66 / <http://franche.comte.eelv.fr/>